

**Bonne &  
Heureuse  
Année  
2018**

Interview de Steve Bodjona, diplomate, écrivain :

**« Les élèves ne lisent pas ou ne lisent  
que très peu. Leur redonner goût à  
la lecture est un défi pour nous » P9**



# LE LIBERAL

*Bihebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion*

N° 0324 du Lundi 15 Janvier 2018 - 250 F CFA / Etranger 1€

Editorial

## Aux urnes, citoyens !

Ceux qui doutent encore de la tenue du referendum doivent se rendre à l'évidence que rien ne semble arrêter le gouvernement déterminé à se conformer à la légalité pour aboutir à des réformes constitutionnelles et institutionnelles souhaitées par le peuple. Après le rendez-vous manqué à l'Assemblée nationale faute des 4/5 des voix des députés (l'opposition ayant boycotté la séance), la constitution togolaise en son article 144 relatif au mécanisme de sa révision stipule qu'à défaut des 4/5 des voix à l'assemblée nationale, un referendum est convoqué pour solliciter l'arbitrage du peuple.

Un éventuel dialogue pourrait permettre de retoucher le texte objet de referendum mais une chose est sûre et certaine, la parole sera donnée dans les jours à venir aux citoyens afin qu'il se prononce sur le texte de loi. Le referendum aura bel et bien lieu et les signes ne trompent pas. Une Commission électorale nationale est déjà en place depuis le mois d'octobre 2017, le 10 janvier dernier, le gouvernement est allé plus loin en adoptant en conseil des ministres un décret qui fixe le nombre des Commissions Electorales Locales Indépendantes (CELI) et leurs ressorts territoriaux. On annonce d'ailleurs le processus de révision des listes électorales pour ce mois de janvier.

Pendant ce temps l'opposition ou plutôt la coalition des 14 partis continue de battre pavé avec à la clé des revendications confuses. Retour à la constitution de 1992, départ du chef de l'Etat. Si on y prend garde, la listes des revendications va s'allonger avec des préoccupations du genre arrêt immédiat du processus électoral en cours, l'opposition accro de polémiques appellera ses militants à ne pas se soumettre à l'exercice pour finalement demander le report des élections auxquelles elle finira par participer pour obtenir un résultat à l'image de ceux qu'il a toujours réalisé.

L'adversaire au pouvoir lui avance et met les bouchés doubles puisque cette année on ira aux législatives et aussi aux locales. Le train a démarré et comme à son habitude l'opposition trouvera l'occasion de le prendre en marche avant bien sûr le terminus. Mais il faut garder à l'esprit que les retardataires ont toujours tort.

*Le Directeur de Publication*

## Politique l'étau se resserre sur la coalition des 14



**Les militants du parti UNIR appellent  
le Président de la République  
à siffler la fin de la récréation P3**

Dossier  
**Franc CFA la  
polémique, 24 ans  
après la dévaluation  
où en est-on? P6&11**

Willibronde TELOU :  
**Le nouveau président  
de la HAAC  
a pris  
fonction P.5**



## MICRO à l'envers

**Sujet de la semaine : situation politique au Togo votre piste de solution pour une sortie de crise.**

**Aubin KOUTELE, Journaliste Responsable du site Togomedia24.com**



Vous conviendrez avec moi que plusieurs personnes y compris les protagonistes eux-mêmes appellent tous à un dialogue. Je pense qu'en réalité pour une paix et l'unité nationale, il faudrait que tous, du côté de la coalition des 14 comme de l'opposition s'asseyent pour discuter. Les plus grands conflits ont fini toujours au tour d'une table.

Et ils sont tous d'accord, mais ce qui bloque l'ouverture des discussions se sont les exigences des

uns et des autres.

Pour une sortie réelle de cette crise, le gouvernement doit éviter de convoquer tout le monde autour de la table de discussion, ceux qui mènent les contestations sont organisés au sein d'une coalition. Bien sûr que le pouvoir en place peut consulter certaines personnalités comme les anciens ministres mais, tout le monde ne doit pas en réalité aller au dialogue. Le pouvoir doit forcément laisser la médiation à une autre personne que ce soit un togolais impartial ou un étranger.

L'opposition, de son côté doit comprendre que la libération de tous les détenus n'est pas possible. Ceux qui ont été arrêtés avant la crise du 19 août pour d'autres délits de droits communs n'ont véritablement rien avoir avec ce qui se passe depuis 5 mois.

Les deux protagonistes, selon moi doivent faire des concessions s'ils veulent qu'on sorte véritablement de cette crise.

Pour terminer, je pense que le pouvoir en place bien sûr qu'il parle du respect de la constitution en évoquant le référendum, doit éviter de parler de dialogue tout en faisant cas au référendum.

**Jeff, le prince journaliste Radio Lumière Aneho**

Je pense que les deux parties pouvoir et opposition doivent jouer franc jeu. Par le passé il y a eu des promesses non tenues de la part du pouvoir qui doit cette fois ci jouer au franc jeu. Cependant je pense que l'opposition aussi doit revoir sa copie. Ses préalables avant le dialogue qui sont posés pour exiger quoique ce soit sont inopportunes il faudra que l'opposition mette la balle à terre ; il faut des consultations pour avoir le point de vue des uns et des autres, tout le monde ne sera pas appelé à ce dialogue mais il faut écouter tout le monde à mon avis. Personne n'a la vérité, il faut arrondir les bords pour que chacun essaye d'apporter sa part pour sortir le Togo de la crise.



Chacun à sa responsabilité mais celle du parti au pouvoir est la plus grande UNIR doit jouer franc jeu pour amener l'opposition à s'asseoir autour d'une table. Si facilitateur il doit y avoir ça doit se décider au cours d'une consultation à l'initiative du gouvernement. Les politiciens ont la responsabilité de libérer le Togo.

**Alassani Antarou, Directeur de l'hebdomadaire Vérité des Peuples**



La crise sociopolitique au Togo a pris des proportions inquiétantes qu'il faut une dose de conscience des acteurs politiques surtout de l'opposition.

Pour une sortie définitive de cette crise qui n'a que trop duré, je pense que les protagonistes doivent s'accorder autour des questions essentielles et entamer l'ouverture d'un dialogue inclusif sans préalable. Les manifestations de rue ont causé trop de tort aux activités économiques au Togo.

Aujourd'hui le peuple doit trancher par une consultation référendaire qui constitue la voie la plus démocratique pour résorber définitivement la crise. ■

## Pharmacie de garde à Lomé

Semaine du 08/01/2018 au 15/01/2018

ÉTOILES	10 Av. Nouvelle Marche	22 21 88 47
3e ARRONDISSEMENT	Bd. du 13 Janvier, près de l'Immeuble FIATA	22 21 52 27
AMESSIAME-BE	Marché de Bè	22 21 49 74
DES APÔTRES	Akodessewa Face ETOCOTRAN	22 27 11 98
OLIVIERS	Bd. Houphet Boigny	22 27 04 34
HORIZON	165, boulevard du 13 janvier Nyékonakpoè. Face Sapeurs-Pompiers à côté de l'Immeuble A.AC.	22 20 42 42
PATIENCE	TokoinGbadago	22 21 60 94
BON SECOURS	Rue du Grand Collège du Plateau – Cassablanca	22 45 76 74
JUSTINE	291, Bd des Armées – Tokoin Habitat	22 21 00 01
N.D. DE LA TRINITE	Sise au 20 boulevard de la paix à Super Taco	22 21 27 80
PROVIDENCE	Bd. Jean Paul II	22 26 66 48
UNIVERS – SANTE	Boulevard GNASSINGBE Eyadema, Cité OUA face à l'entrée du CHU-CAMPUS	22 52 41 39
LE JOURDAIN	Boulevard Léopold Sédar SENGHOR, face au CEG TokoinWuiti	22 61 56 14
RAOUDHA	Située au 4495 Boulevard ZioHedzranawoe, derrière TOGO 2000	22 61 39 39
INTERNATIONALE	Sise Marché de Hedzranawoe « Asiyeye », Boulevard du Haho	22 26 89 94
MISERICORDE	BE-KPOTA	23 38 47 62
MAËLYS	1688, Bd Malfakassa – BèKpota en Face de NETADI	22 27 60 19
ELI-BERECA	Route d'Adidogomé, Immeuble SIKOVIC face bureau de Poste	22 51 22 82
LA REFERENCE	Route de Kpalimé, AdidogoméAssiyéyé, à côté du bar Madiba	22 51 12 12
BONTE	Route de SEGBE, Wonyomé-Adidogomé en face de la station Sanol Rue Sito. Totsi-Glenkomé non loin de la salle des	22 36 28 50
MILLENAIRE	Face réserve de la gendarmerie d'Agoenyivé, sur la route de 50m à 300m du côté Nord	22 51 64 31
MATHILDA	Route PATASSE – Lomégan – ODEF	22 51 15 34
EL SHADAÏ	Face Ecole Théologie ESTAO	22 51 44 25
DIEUDONNE	Route de LLEO 2000, non loin de FUCEC Agoe-Téléssou	23 38 07 44
EL-SHAMMAH	Sise à amadahomé à côté de la maison des jeunes	22 46 93 50
St ESPRIT	Sur la bretelle Agoe-NyivéKégué, Face au CEG Agoe-Est	22 40 29 06
St MICHEL	Située à Agoenyivé entre la Brasserie BB et l'espace Télécom	22 51 70 22
EXCELLENCE	AgoeDemakpoe Voie CEDEAO	22 51 77 87
MAINA	AgoeAssiyéyé, axe Zanguéra à 300 mètres du Carrefour bleu	22 33 65 34
ABRAHAM	Agoe-LogopéKossigan	22 50 10 00
AVEPOZO	A côté de la place publique d'avepozo	22 27 04 86
DE L'EDEN	Route d'Aneho, face cité Baguida	22 52 13 98

**VISITEZ VOTRE SITE WEB**



[www.republiquetogolaise.com](http://www.republiquetogolaise.com)  
Application mobile : Togo officiel



## Politique l'étau se resserre sur la coalition des 14 : Les militants du parti UNIR appelle le Président de la république à siffler la fin de la récréation

**L**a coalition de l'opposition ne sait à quel saint se vouer. Boudée par la communauté internationale qui a décelé en ses leaders une immaturité politique, Jean Pierre FABRE, TIKPI Atchadam, ADJAMAGBO et compagnie sont désormais dos au mur obligés de faire les courbettes derrière les chefs de la sous-région pour négocier une porte de sortie plus ou moins honorable et garder la face devant des militants à qui on promis monts et merveilles.



De sources concordantes des leaders de la coalition sont annoncés à Conakry et accra aujourd'hui et demain. La question du médiateur mise en avant par l'opposition et qui freiner l'élan dans les préparatifs du dialogue pourrait resurgir dans les échanges. Pendant ce temps, rien ne semble arrêter le gouvernement déterminé à aller de l'avant dans le processus des réformes. Le premier conseil des ministres de l'année en dit d'ailleurs long. La CECI est lancée et les processus électoraux prévus pour cette en cours semble irréversibles. On parle

d'ailleurs de révision des listes électorales dès ce mois de janvier.

Le samedi 13 janvier la coalition de l'opposition avait appelé à une marche dans la ville Lomé, une manifestation complètement mise sous le tapis par les gigantesques marches organisés par le parti UNIR dans plusieurs villes des régions économiques du pays. Ils étaient des millions aux couleurs bleu et blanc à prendre d'assaut les rues pour disent ils « réaffirmer notre engagement total à soutenir fermement les

Institutions de la République et les valeurs citoyennes qui fondent toute grande Démocratie ».

Rappelant les événements de ces derniers mois de l'année 2017 qu'ils qualifient d'agitations, les partisans de Faure Gnassingbé se montrent fermes et invite le gouvernement à « dresser un bilan exhaustif des dégâts occasionnés lors des manifestations et la justice à faire son travail afin que les coupables répondent de leurs actes ».

Il faut rappeler que desbiens publics et privés avaient été



mis à sac par des manifestants surexcités de l'opposition. On dénombre des pertes en vie humaines notamment des militaires égorgés. Les forces de l'ordre avaient procédé à plusieurs

militants du parti UNIR demande au chef de l'Etat de siffler la fin de la récréation car disent ils « Il n'est plus admissible que les uns continuent de perturber la vie sociale et les activités



arrestations et pour des raisons liées à l'apaisement, des détenus avaient été libérés.

Par ailleurs les militants d'UNIR demeurent convaincus que « seul un dialogue sans préalable ni condition fallacieuse constitue la voie du progrès et de sortie de cette crise » ils exhortent la CENI à accélérer le processus d'adoption du calendrier des différentes consultations électorales annoncées par le Président de la République. Les

économiques du pays, pendant que les autres accompagnent le Chef de l'Etat dans son effort continu de redressement économique du pays. »

Ces manifestations se sont déroulées à Tsévié pour le compte de la région maritime, Atakpamé pour les Plateaux, Sotouboua, Tchamba dans la Centrale, Kara, Dankpen dans la Kara et Dapaong dans les Savanes. ■

P.Fabrice



**NOUS MARTELONS NOTRE FERME OPPOSITION AUX MARCHES VISANT LA RUINE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET LA FAILLITE DE NOS BRAVES COMMERÇANTS ET COMMERÇANTS. IL N'EST PLUS ADMISSIBLE QUE LES UNS CONTINUENT DE PERTURBER LA VIE SOCIALE ET LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DU PAYS**

EXTRAIT DE LA DÉCLARATION DES MILITANTES ET MILITANTS DE UNIR CE 13 JANVIER 2018



Appui financier au Togo :

## La Banque Mondiale débloque 600 millions dans des secteurs clé

Fin décembre 2017, un accord de financement a été signé entre Sani Yaya, le ministre de l'économie et des finances et Joëlle Dehasse, la Représentante résidente de la Banque Mondiale au Togo. Le montant de la convention s'élève à plus de 500 millions de nos francs et vise, entre autres à améliorer le cadre institutionnel à travers l'amélioration de la politique fiscale du Togo.

La Banque Mondiale a accordé, fin décembre dernier un financement de



100 millions de dollars soit près de 600 millions de nos francs. Ce financement se déroule en trois conventions dont deux sont purement des dons et le troisième,

octroyé sous forme de prêt à l'endroit de l'État togolais afin de soutenir des projets de développement et améliorer son cadre institutionnel.

Les deux dons prennent la plus grosse part du financement. Ils représentent un peu plus de 66 pourcents du décaissement global. Le premier don a été adopté le 03 octobre 2017 par le conseil d'administration de la Banque. Ce don de 15 millions de dollars (près de 10 milliards) est destiné à renforcer la gestion des investissements publics. L'État togolais, pour atteindre cet objectif s'attèlera à mobiliser les recettes intérieures à travers des mécanismes de

suivi dans le but d'améliorer la qualité des services dans des secteurs prioritaires notamment l'éducation et la santé.

Le deuxième don va directement dans l'exécution du Projet d'Appui à la Gestion fiscale et aux réformes ayant trait aux infrastructures (PAGFRI). 51.9 millions de dollars y seront consacrés Pour financer les mesures visant à améliorer l'administration et les politiques fiscales. Ces objectifs passeront nécessairement par la simplification et la réduction des règles et exonérations ainsi que la facilitation de l'acquittement de l'impôt grâce à des dispositifs de paiement mobiles ou de paiement en ligne.

Le don contribuera également à améliorer les performances des secteurs de l'énergie et des technologies de l'information et de la communication.

Le reste des 35 millions de dollars accordés par la Banque sous forme de crédit vise l'amélioration de l'environnement institutionnel et la soutenabilité du secteur de l'énergie. C'est le projet de réforme et l'investissement dans le secteur de l'énergie au Togo (Priset) qui bénéficiera de cet appui. Selon Joëlle Dehasse, la représentante de l'institution au Togo, la signature de trois accords pour plus de 500 millions de francs est une excellente nouvelle entre le pays et l'institution. ■

Prosper Awih

Démocrate

**Le Libéral, c'est tous les lundis et vendredi chez votre marchand de journaux**

## L'auditeur interne face aux nouveaux types de risques

Une centaine d'auditeurs, de comptables, des fonctionnaires de l'administration publique ainsi que des entreprises privées a été réunie ce jeudi 11 janvier dans la capitale togolaise. C'est à l'occasion du deuxième Forum National de l'Audit Interne,

En effet l'entreprise est un tout dans lequel baigne l'auditeur interne. Souvent perçu comme un gendarme et face aux constantes mutations au sein de l'entreprise, il revient à ce dernier de mettre en confiance les autres acteurs de cette chaîne de valeur. C'est ce qu'a rappelé le

C'est le meilleur moyen pour lui de voir venir les nouvelles tendances réglementaires et d'adapter son audit en conséquence.», a-t-il déclaré.

M. Ayinou Midodzi, président de l'IIA-Togo a pour sa part mis énumérer quelques rôles que doit jouer l'auditeur interne au sein de l'entreprise.

Il s'agit entre autres de « sécuriser l'activité, éviter les mauvaises surprises, alerter sur les nouveaux enjeux ; mettre en place des dispositifs efficaces, adaptés aux risques et aux réglementations en capitalisant sur les bonnes pratiques du secteur d'activités, responsabiliser et impliquer le management, donner du sens aux actions et justifier de manière tangible le retour sur investissement ».

Quatre (4) plénières et douze (12) ateliers sont inscrits au menu du forum au cours desquels les différents participants seront remis à niveau. Ils auront également à

apprendre de nouvelles approches et comment aborder avec sérénité les nouvelles difficultés auxquelles ils seront confrontés dans l'exercice de leur fonction.

Tommasco Capurso, Président de l'Union Francophone des Auditeurs Internes (UFAI) a salué l'initiative et s'est réjoui de la santé de l'audit interne dans les pays francophones qui se porte de mieux en mieux.

Cette session prend fin ce vendredi 12 janvier. Mais ce mercredi 10 janvier déjà, une session dédiée aux administrateurs et directeurs généraux afin de renforcer leur efficacité s'est tenue dans le cadre de ce forum qui rentrera dans les annales de l'histoire le samedi 13 janvier prochain avec une rencontre avec les étudiants, relève de demain. ■



une initiative de l'Institute of Internal Auditors (IIA-Togo).

Placée sous le thème « Gouvernance, risques et conformité : Quels challenges pour l'audit interne », cette édition veut essentiellement mettre en relief le rôle de veille et de conseil que doit jouer l'auditeur interne pour la bonne marche de l'entreprise.

directeur de cabinet du ministre de l'économie et des finances togolais à l'ouverture du forum.

« Dans un monde en constante évolution, l'auditeur doit rester au fait des évolutions de l'environnement économique et social. C'est en effet en portant de l'intérêt à tous les domaines qu'il peut voir émerger de nouveaux types de risques.

# Togo : 5,7% de croissance en 2015

**L'**Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) a rendu public les comptes nationaux définitifs de 2015 ce vendredi 12 janvier 2018 au cours d'un atelier national.

Par cela, l'INSEED rattrape le retard accusé par le Togo dans la pratique de la publication de ces comptes et hisse notre pays au rang des Etats à jour.

Vincent Viré, chef de coopération et représentant l'Union Européenne (UE) à l'atelier a félicité toute l'équipe de l'INSEED. Pour lui, la publication des comptes nationaux est importante dans la mesure où elle permet

une analyse économique de la situation du pays en question afin de définir des orientations.

Le Directeur de cabinet du ministre de la planification et du développement a également abondé dans le même sens tout en relevant que cette question constitue une constante préoccupation du gouvernement qui à cet effet a initié un recensement général des Entreprises qui

est à sa phase finale.

Pour ce qui est des comptes nationaux, l'année 2015 a enregistré un taux de croissance de 5,7% en matière de Produit Intérieur Brut (PIB), qui donne l'état de la richesse d'un Etat.

Animaou Tchiou, représentant le nouveau Directeur Général de l'INSEED a relevé que le secteur tertiaire a joué un



grand rôle dans la croissance en 2015, au détriment du secteur secondaire.

La publication des comptes nationaux de 2015 sonne la fin d'une longue chevauchée

depuis 2009 par l'INSEED qui bascule désormais dans le CN2008, une nouvelle norme statistique, pour la production des comptes.■

**Démocrate**

Bilan de la SCAPE présenté en conseil des ministres:

## Le cadre macro-économique a été stable en 2014 et 2015. Quid de 2016 et 2017?

À l'issue du conseil des ministres du mercredi 10 janvier dernier, tenu au palais de la Présidence, en présence du Président de la République, une communication a été entendue dans laquelle le bilan partiel de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi a été présenté.

Le conseil des ministres réuni mercredi 10 janvier dernier a vu l'adoption de deux (02) projets de loi de ratification, l'examen d'un (01) projet de décret et l'écoute de quatre (04) communications.

Au titre de ces communications, Le Ministère de la planification a présenté les conclusions de la revue annuelle conjointe de mise en œuvre de la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (Scap).

Mise en œuvre depuis 2012, la Scap est présentée comme la bible des différentes politiques publiques que devra mener l'État togolais sur les cinq années soit de 2012 à 2017. Lors du conseil, le bilan de mise en œuvre de la stratégie en 2014 et 2015 a été présenté.

Il ressort de celui-ci que le cadre macro-économique est demeuré globalement stable.



La croissance économique a été au rendez-vous et l'inflation, maîtrisée. En 2014, le Togo a enregistré son plus fort taux de croissance jamais connu et même pas prévu par les documents de la Scap. Cette croissance a été de 5.9%.

En 2015, le pays a constaté un léger fléchissement de sa croissance. Avec 5.3%, 2015 sera même encore modeste si l'on fait un parallèle avec les années qui suivent. L'inflation, elle est restée maîtrisée avec un taux de 1.8%, bien en dessous du seuil fixé dans le cadre de la convergence des pays de l'Uemoa (3%).

Le premier ministre s'est réjoui des contributions de tous les groupes d'acteurs au processus de développement. Il a par ailleurs indiqué que les conclusions et recommandations issues de la

Scap alimenteront l'élaboration du Programme National de Développement

(PND).

La présentation faite de la Scap lors de ce conseil des ministres n'a pas pris en compte, soulignons-le la faible croissance enregistrée en 2016 et la décroissance économique de l'an dernier. En 2016, contrairement aux prévisions qui tablaient notamment sur une augmentation de la production de près de 6%, le Togo n'a pu cumuler qu'un taux de 5%. Pire encore, en 2017 suite à rapport publié fin décembre (sur

lequel nous reviendrons longuement) par le Fonds Monétaire International, le Togo connaît plutôt une décroissance qu'une croissance économique. Le chiffre avancé par l'institution de Bretton Woods révèle 4.8% de croissance économique, bien en deçà du seuil de l'année précédente. Ce fléchissement est lié à plusieurs facteurs sur lesquels le FMI interpelle tous les Togolais. À suivre.■

**Prosper Awih**

### Willibronde TELOU : Le nouveau président de la HAAC a pris fonction

Le nouveau président de la HAAC élu par ses pairs M. Wilibronde TELOU a pris officiellement fonction vendredi dernier.

Le vide laissé par Pitang Tchalla est désormais comblé.

Le nouveau président de la HAAC est très connu du monde médiatique, ancien journaliste présentateur à la TVT il



occupait le poste de Directeur de Radio Lomé avant sa nomination fin

décembre dernier comme membre de la HAAC.■

# Franc CFA la polémique, 24 ans après la dévaluation où en est-on?

**L**e franc CFA, à l'origine franc des colonies françaises d'Afrique, plus de 70 ans après sa création a cours dans quatorze pays africains et les îles Comores. Cette monnaie est l'objet depuis plus de trois ans, d'attaques de ces critiques les plus virulentes. Comme arguments, pour illustrer leurs démarches, ceux-ci font ressortir plusieurs lignes d'inefficacité de la monnaie qui, le 11 janvier 1994 passait à 655.956 unités pour un euro au soir d'une dévaluation de cinquante pourcents, la valeur de celle-ci.

Le 26 décembre 1946, alors que la France sortait chaudement de la seconde guerre mondiale, les colonies africaines francophones étaient à plus de 80%, des économies dépendantes des échanges avec la métropole française. Pendant plus de cinq années, l'État français qui a été dévasté par le conflit né des tensions avec son voisin frontalier, l'Allemagne va se replier sur les continents asiatique et africain où il possédait des colonies dotées en ressources minières.

Les colonies africaines étaient les premiers partenaires tant commerciaux que stratégiques de l'hexagone. Partenaires économiques dans la mesure où les principales matières premières-sucre, cacao, phosphate, etc. provenaient des colonies africaines francophones. Ces dernières étaient également, pour la France, un partenaire stratégique car fournissant le colon en main d'œuvre pour sa ses différents fronts de guerre.

Ces échanges entre la France et ses colonies, surtout d'Afrique étaient facilités par des vecteurs que sont les différents accords qui régissaient le commerce entre ces partenaires. Au rang de ces conventions, se situent des accords monétaires entre le Franc Cfa et le trésor français avec son franc français. Tout ceci était, évidemment opéré dans le but de faciliter le transfèrement des matières premières exploitées dans ces colonies vers les usines



françaises.

Dès sa création, le Franc CFA - ou encore les accords monétaires avec la France - avait cours dans plusieurs colonies tant celles d'Afrique qu'en Asie. En Afrique, en plus des pays de l'ouest et du centre du continent, ceux du Maghreb notamment l'Algérie, la Tunisie et le Maroc étaient également gouvernés par ces accords monétaires de la France. Mais, ces pays se sont précipités, à l'orée des indépendances à se retirer de ces accords monétaires avec Paris.

Ils n'étaient pas les seuls. L'on se souvient encore de Guinée de Sékou Touré qui, en 1958, tenait tête au Général De Gaulle, alors en périple sur les terres africaines pour dissuader les indépendantistes. La Guinée, compte tenu de l'expérience financière peu réussie des pays CFA, n'y entrera plus malgré l'inflation grandissante et la grogne sociale dans le pays.

## Il était une fois, le franc des colonies françaises d'Afrique

À l'origine, le Franc CFA qui a cours actuellement dans quatorze pays africains plus les îles Comores signifiait le Franc des colonies Françaises d'Afrique. Un pseudonyme qui sera muté au lendemain des indépendances. Après ce changement de forme, le Franc CFA signifie aujourd'hui, le franc de la Coopération financière en Afrique pour les pays CFA d'Afrique de l'ouest et celui de la coopération française en Afrique pour ceux du centre de l'Afrique.

Depuis sa création, les billets et pièces de cette monnaie sont fabriqués depuis la France et exportés par bateaux vers les colonies, devenus aujourd'hui, des États à part entière.

## Les accords avec le trésor français

L'année 1999 constitue, pour la France, un tournant ultime dans ses relations avec l'Europe. C'est l'année de l'intégration économique puis de l'intégration monétaire avec en toile de fond, la modernisation de l'union européenne-UE- et la

l'exportation de richesses créées dans ces pays, vers l'Europe et vice versa. Le quatrième principe est celui de la centralisation des réserves de change qui confère au trésor français, la largesse d'être le prêteur en dernier ressort de ces pays CFA.

## Un pays CFA peut-il se débarrasser de cette monnaie?

Après les indépendances, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc se sont retirés du système monétaire avec la France et ne sont plus jamais revenus. En Afrique de l'ouest des pays se sont également lancés dans cette aventure mais l'expérience sera brève. C'est le Togo de Sylvanus Olympio qui, depuis 1960, avait décidé de produire une monnaie locale via la Banque Centrale du Togo. Trois années plus tard, le premier président du pays sera assassiné. Un coup de hasard? Difficile de répondre.

En juillet 1962, soit deux après la tentative du Togo de créer sa Banque Centrale, ce sera le tour du Mali de Modibo Kéita de sortir des accords avec Paris. Deux décennies après, ce pays va signer de nouveau des partenariats monétaires avec le trésor français. La Mauritanie, quant à elle décriera le Franc CFA en 1973. Elle n'y retournera plus.

L'Afrique subsaharienne francophone est la seule région à vouloir entretenir les clauses monétaires avec Paris. Parmi les pays membres de l'Uemoa, deux pays se distinguent aujourd'hui par leur complaisance à s'inféoder derrière la France.

Le Sénégal, depuis l'époque coloniale a toujours été une vitrine culturelle et politique de l'hexagone. Le pays

création de l'euro. La France va œuvrer pour conserver ses relations financières avec ses ex colonies non pas en transférant les accords monétaires à la Banque centrale européenne mais en gardant, avec le concours des autorités monétaires des CFA, leur incubation avec le trésor français.

Entre le franc CFA et la nouvelle monnaie française qu'est l'euro, c'est comme l'histoire d'un piège sans fin. Le trésor français entretient, avec les deux banques centrales de ces pays (Afrique centrale et Afrique de l'ouest) une convention illustrée en quatre termes.

La parité fixe avec l'euro qui stipule qu'un euro équivaut à 655.956 francs CFA, interchangeable quel que soit la conjoncture économique. La libre convertibilité du franc CFA avec l'Euro. Une clause qui garantit que posséder le franc CFA, c'est posséder l'euro. La liberté de circulation des capitaux, principe qui facilite

## Fin du concours de poésie « Plumes en herbes » : Les lauréats récompensés

**L**e club « Le Littéraire » a proclamé les résultats du concours de poésie « Plumes en herbes » le 13 janvier dernier. Ce concours était organisé dans le cadre de la première édition de la Foire Internationale du Livre de Lomé qu'il a organisé du 10 au 13 novembre à Lomé. Au total, 6 lauréats ont été primés. Ils ont obtenu des prix composés d'enveloppes financières, de dictionnaires, de liseuses, des ouvrages et des abonnements dans des médiathèques.

Le concours a mis en compétition les lycéens et les étudiants sur deux thématiques. La première intitulée « mon Togo mon terroir » a été remportée par Sikipé Kwami Abel. « Je suis surpris et en plus honoré d'avoir remporté le premier prix. Au début, la poésie n'était pas pour moi une vision. C'est avant tout une passion, un moment d'évasion. C'est maintenant que je comprends que je pourrai faire de belles choses avec elle.

Parlant de mon poème, il s'agit d'un togolais ou d'une togolaise vivant dans un pays du nord qui se remémore la nostalgie de sa patrie.», a-t-il fait savoir. La seconde thématique remportée par Amouzou Kwami Apéléte a eu pour titre « Partir, rêve brisé, avenir incertain ». « Pour le

second thème que j'ai remporté j'ai choisi comme titre "Ailleurs, meilleur", j'ai parlé dans ce thème de ce que vivent les enfants dans leur pays natal et qui les pousse à aller ailleurs, les conséquences dramatiques et du silence coupable des autorités.», a-t-il expliqué. Il est aussi le lauréat du 2e prix avec la première thématique.

Le responsable de l'organisation de cette première édition du concours plume en herbe de poésie, Steve Bodjona se dit satisfait du résultat. « Même si nous n'avons pas recensé suffisamment de candidatures, nous sommes quand même satisfaits du résultat que nous avons eu parce que sous chaque thématique, nous avons retenus des lauréats qui se sont démarqués du groupe

par des moyennes de 13 avec des différences à la virgule prêt. Donc, ce qui dénote de la concurrence qu'il y a eu entre les différents candidats. C'est une satisfaction au niveau du club "Le Littéraire" et nous comptons poursuivre



l'expérience. », nous a-t-il confié. D'ores et déjà, le club s'active pour la réussite de la deuxième édition du concours. Il compte alors travailler en concertation avec les enseignants de français, les responsables d'établissement

pour avoir plus de candidatures. Il prévoit aussi initier des ateliers d'écriture avec les candidats avant qu'ils ne passent à la rédaction proprement dite de leur texte par rapport à la thématique qui sera choisie.■

P.K.

### Football : Championnat D1 11e journée

**L**a 11e journée du championnat nationale de football de première division s'est jouée ce weekend. Sémassi grâce à sa victoire 1 but contre 0 face à AGAZA garde la tête du classement, les guerriers de Tchaoudjo totalisent 23 points.

Son poursuivant DYTO 21 points désormais a eu raison a eu raison de l'ASCK 3 buts à 1. Avec 21 points également



l'AS Togoport qui a réalisé le nul un partout à Kpalimé face à Gomido occupe la 3e place. Match nul également entre Askou et Espoir de Tsevié.

Angé 2 Foadan 0.

Kotoko à domicile perd 0 contre 2 face à l'OTR. Nul et vierge

entre Unisport et Maranatha même score entre Gbikinti et Koroki.

La Rédaction



Togotelecom

## COMMUNIQUÉ

**LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :**

**1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE \*145\*6\*3\*2\*1#**

**2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE \*145\*6\*3\*2\*2#**

**POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.**

**POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !**

**TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.**

**LA DIRECTION GÉNÉRALE**

# DECLARATION DES MILITANTES ET MILITANTS DU PARTI UNIR A L'INTENTION DE L'OPINION NATIONALE ET INTERNATIONALE

**N**ous, militantes et militants du parti Union pour la République (UNIR), après analyse approfondie de la situation politique nationale, régionale et internationale, avons retenu ce jour du 13 janvier 2018, pour réaffirmer notre engagement total à soutenir fermement les Institutions de la République et les valeurs citoyennes qui fondent toute grande Démocratie.

Au cours des derniers mois de l'année 2017, le Togo notre cher pays a été confronté à de nombreuses agitations et des manœuvres malsaines visant à semer une fois de plus le doute dans l'esprit de la paisible population après la confiance qu'elle a recouvrée suite au nouvel élan insufflé par le président de la République, Président en exercice de la conférence des chefs d'Etats et de gouvernements de la CEDEAO à travers la mise en œuvre de son vaste programme de développement dans un esprit d'inclusion sociale, économique et politique.

Au début de leurs manifestations en aout dernier, la coalition des quatorze partis politiques revendiquait substantiellement la limitation du mandat présidentiel à deux et le scrutin uninominal à deux tours. Puis, changeant de disque, ils exigent le retour systématique à la Constitution de 1992 dans sa version originelle, le vote de la diaspora togolaise et surtout le départ du Président Faure du pouvoir, alors même qu'il a été démocratiquement élu par le peuple togolais à plus de 56% au sortir d'un scrutin reconnu libre, transparent et crédible par la communauté internationale.

C'est alors que l'histoire se répète : escalades verbales, violences physiques avec pertes en vies humaines, destruction massive des biens publics et privés, lynchage voire décapitation de forces de l'ordre, sabotages économique et diplomatique, recherche effrénée de médiateurs étrangers, bref c'est l'annonce de l'apocalypse contre notre cher Togo, l'or de l'humanité.

C'est le lieu pour notre Parti,



Union pour la République de féliciter à nouveau, les forces de sécurité et de défense nationales pour leur professionnalisme et leur sang-froid qui ont permis à la Nation d'éviter l'hécatombe programmée. Il renouvelle ses sincères condoléances aux familles endeuillées et sa compassion aux blessés auxquels il souhaite bon rétablissement.

Nous invitons le gouvernement à dresser un bilan exhaustif des dégâts occasionnés lors des manifestations et la justice à faire son travail afin que les coupables répondent de leurs actes.

Il est inutile de rappeler que les revendications relatives aux réformes constitutionnelles, qui étaient au cœur des préoccupations du peuple tout entier et particulièrement du Chef de l'Etat depuis 2014 sont devenues sans objet. En effet, en 2014 déjà, la turpitude de l'opposition avait eu raison du projet de loi de réforme constitutionnelle introduite à l'Assemblée nationale par le gouvernement. Ce projet de loi prenait en compte la limitation du mandat présidentiel et le mode de scrutin majoritaire à deux tours. Par la suite, pour matérialiser à nouveau sa volonté de réforme, le Président de la République a mis en place la commission de réflexion sur les réformes politiques institutionnelles et constitutionnelles.

Pour traduire dans les faits la volonté du Chef de l'Etat, le gouvernement a adopté le 05 septembre 2017, le projet de loi de révision constitutionnelle qui a été ensuite voté par

l'Assemblée nationale. A travers ce projet de loi, le Président de la République a donné satisfaction aux revendications de la coalition des quatorze et a invité nos frères et sœurs des autres partis politiques à participer à sa mise en œuvre par l'Assemblée nationale, voie indiquée par cette même constitution de 1992. Ce fut peine perdue.

Devant cette situation artificiellement délétère, nous avons tous été impressionnés par la sagesse et la sérénité du Président de la République, M. Faure Essozimna Gnassingbé, qui a réussi à faire échec aux stratégies et plans machiavéliques des ennemis du progrès au Togo.

Ainsi, dans son adresse à la Nation le 03 janvier dernier, à l'occasion du traditionnel message des vœux du nouvel an, le Chef de l'Etat s'est prononcé sans ambiguïté sur la situation politique tendue entretenue par l'opposition depuis le 19 août 2017.

Nous, militants de UNIR, demeurons convaincus que seul un dialogue sans préalable ni condition fallacieuse constitue la voie du progrès et de sortie de cette crise et invitons, à cet effet, toutes les parties prenantes à œuvrer dans ce sens. En tout état cause, et comme le Chef de l'Etat l'a souligné dans son discours à la nation, en début de l'année 2018, « conformément à notre loi fondamentale, c'est maintenant au peuple togolais tout entier, détenteur de la souveraineté nationale, qu'il appartient de se prononcer.»

Notre vision républicaine, sur fond de cohésion sociale et du

vivre ensemble nous amène ainsi à demander au Chef de l'Etat de siffler la fin de la récréation. De même, nous exhortons la CENI à accélérer le processus d'adoption du calendrier des différentes consultations électorales annoncées par le Président de la République. Il n'est plus admissible que les uns continuent de perturber la vie sociale et les activités économiques du pays, pendant que les autres accompagnent le Chef de l'Etat dans son effort continu de redressement économique du pays.

Les militantes et les militants de UNIR soutiennent fermement le Président de la République et appellent toutes les Togolaises et tous les Togolais à s'engager à ses côtés pour relever les défis de cette année 2018, notamment :

- Le renforcement des filets sociaux avec entre autres, les transferts monétaires qui passeront de 30 000 à 120 000 bénéficiaires sur les 3 prochaines années,

- La promotion de l'entreprenariat par l'attribution d'un quota de 20% des marchés publics aux jeunes et aux femmes entrepreneurs,

- L'amélioration de la formation professionnelle et de l'employabilité par la création des instituts de formation pour le développement,

- L'extension de la gestion contractuelle des structures publiques de santé pour une amélioration substantielle de notre système sanitaire,

- La poursuite de la couverture d'assurance pour 2 millions d'élèves et l'élargissement de la protection sociale à de nouvelles cibles,

- L'effectivité de la décentralisation avec l'organisation des élections locales, etc...

C'est pourquoi nous invitons le Gouvernement à redoubler d'ardeur aux côtés du Chef de l'Etat pour impulser davantage la dynamique du développement de notre pays.

Les militantes et militants de UNIR renouvellent leur confiance à tous les Députés de la République et les exhortent à

avoir constamment en vue l'intérêt supérieur de la Nation.

Aux opérateurs économiques, aux partenaires au développement et autres amis du Togo, nous demandons d'ignorer purement et simplement ces intoxications récurrentes et manipulations diverses de la coalition des quatorze qui ne visent qu'à saper l'élan de développement économique de notre pays.

Puisque nous sommes des militants de UNIR par conviction, notre marche est un acte de témoignage et d'engagement. C'est pourquoi nous martelons ce qui suit :

- La liberté pour chacun de vaquer à ses activités en tout temps et en tous lieux autorisés,

- Le respect par la coalition des quatorze de tous les droits des non manifestants,

- Notre ferme opposition aux marches visant la ruine de l'économie nationale et la faillite de nos braves commerçantes et commerçants,

- Que le gouvernement prenne toutes les dispositions nécessaires pour protéger les activités génératrices de revenus des laborieux commerçants et commerçantes qui décident de s'occuper librement.

Président Faure, une minorité de Togolais bat les pavés des belles routes que vous avez construites pour un objectif funeste, mais, la majorité qui vous a élu, marche aujourd'hui pour la paix et la cohésion nationale et vous prie de ne céder à aucune intimidation afin de poursuivre l'œuvre de construction que vous avez amorcée avec succès et résultats visibles depuis votre avènement au pouvoir!

C'est donc NOUS, la majorité qui, le moment venu, vous investirez, si Dieu le veut.

Pour finir, au seuil de cette nouvelle année, au demeurant chargé d'attentes et d'espoirs pour le peuple, le Parti UNIR présente à ses militants, sympathisants et à tout le peuple, ses vœux de bonne et heureuse année.

*Togolais viens, bâtissons la cité !*

*Que l'Eternel bénisse le Togo.*

*Fait à ....., le 13 janvier 2018*

*Le Parti UNIR*

## Tribune

**P**our vous nos lecteurs, nous initions une nouvelle rubrique intitulée « TRIBUNE » nous donnerons la parole à une personnalité sur un sujet d'actualité. Pour ce premier numéro nous vous proposons une interview de OURNA GNATA l'homme politique dénonce l'instrumentalisation de l'ethnie et de la religion à des fins politiques.

## Interview de Steve Bodjona, diplomate, écrivain : « Les élèves ne lisent pas ou ne lisent que très peu. Leur redonner goût à la lecture est un défi pour nous »

**D**iplomate de formation et de carrière, Monsieur Steve Bodjona s'est illustré sur la scène littéraire avec 15 ouvrages en très peu de temps. A la baguette de plusieurs initiatives pour la promotion de la littérature togolaise, il se prononce ici sur le livre au Togo, le secteur culturel en général et présente sa dernière actualité : l'essai *Politique étrangère du Togo : Une décennie d'offensive diplomatique*.

**Le Libéral :** Monsieur Steve Bodjona, Bonjour.

**Steve Bodjona :** Bonjour.

**LL :** Les Togolais vous connaissent comme un auteur assez prolifique avec plusieurs ouvrages à votre actif. Quelle est votre actualité aujourd'hui en 2018 ?

**SB :** Elle repose sur la promotion de mon tout dernier essai sur la politique étrangère du Togo paru en novembre dernier, la publication d'un ouvrage quasiment bouclé et l'accent particulier sur les activités de promotion de la littérature togolaise dans sa généralité.

**LL :** Dans l'essai *Politique étrangère du Togo, Une décennie d'offensive diplomatique*, vous relevez l'impact positif de la diplomatie de ces 10 dernières années sur le développement. Notamment le leadership du Togo sur la scène régionale et internationale. Pensez-vous qu'avec les événements politiques sur le plan national le Togo garde toujours cette aura ?

**SB :** Les événements politiques au plan national n'ébranlent en rien le dynamisme de la diplomatie togolaise. Au contraire ils la sollicitent plus encore. Le Togo continue par jouer le rôle qui est le sien sur l'échiquier international et n'oublions pas qu'au-delà de toute chose, la situation actuelle demeure la preuve de l'enracinement, dans notre pays de la démocratie, avec l'usage, je dirai récurrent, des libertés d'expression et de manifestation. Cet essai dont nous parlons, je l'ai écrit alors que je servais encore au Japon. Savez-vous que dans ce pays les manifestations sont quasi quotidiennes ?

**LL :** L'année 2017 s'est achevée sur une note particulière pour le livre au Togo avec la Foire internationale du Livre de Lomé qui était à sa première édition. En tant que président du Club « Le Littéraire », organisateur de cette Foire, quel bilan faites-vous de cette édition ?

**SB :** Le bilan est satisfaisant et nous encourage à persévérer. La FI2L-2017 a mobilisé près de 7000 personnes, adultes comme enfants, dont 2248 élèves de 11 établissements différents. Outre la Côte d'Ivoire, pays invité d'honneur et 3 autres pays, 8 maisons d'édition togolaises y ont pris part aux côtés de deux associations littéraires de l'Institut Français et de l'Institut Goethe.

**LL :** Et quel bilan pour la littérature togolaise en 2017 ?

**SB :** Il reste à la hauteur de la satisfaction que nous avons de la foire en elle-même car ce fut une belle opportunité de mise en avant, pour certains, de révélation de cette littérature. Nombre de visiteurs découvraient pour la première fois des œuvres littéraires togolaises. Pour ceux qui avaient une certaine connaissance du domaine, nombreux étaient-ils à s'émerveiller face à autant de titres sortis de la seule production littéraire de notre pays.

Au-delà du Togo, ce fut également une belle occasion d'échanges et de partage avec les confrères d'autres pays ayant pris part à la FI2L.

**LL :** Aujourd'hui la Littérature togolaise connaît une production en hausse avec de jeunes écrivains. Cependant il lui est reproché un certain manque

de qualité. Quel est votre point de vue sur ce débat ?

**SB :** Ce constat aussi réel soit-il ne concerne pas uniquement notre pays. Quel que soit le pays, vous avez, dans la production littéraire, aussi bien de la qualité que de la quantité. Il y a lieu tout de même d'insister sur l'accompagnement nécessaire que les autorités en charge de la culture, du livre en particulier, devraient apporter aux acteurs en termes surtout de formation.

Nous ne perdrons pas de vue le travail fondamentalement rigoureux et sans complaisance que doivent faire les maisons d'édition face à tout manuscrit qui leur est soumis.

La critique littéraire en générale doit également être encouragée avec un accent particulier sur la critique journalistique du livre.

**LL :** Vous avez entamé l'année 2018 avec une remise de prix du concours « Plumes en Herbes » le samedi dernier. Quelles sont vos ambitions pour cette année 2018 ?

**SB :** Il s'agit d'abord de confirmer les initiatives lancées en 2017 par notamment l'organisation de la deuxième édition de la Foire Internationale du Livre de Lomé.

Ensuite, nous poursuivrons notre ambition de faire vivre le livre togolais dans toute sa plénitude, tout au long de l'année, aussi bien à Lomé qu'à l'intérieur du pays et surtout au bénéfice des élèves.

Entre autres initiatives, je parlerai pour l'heure du Concours Inter-Lycées de Lecture (CI2L) qui vient juste d'être lancé, du concept « livre solidaire » qui est une braderie du livre annoncée pour le 22 avril prochain et de la phase expérimentale des « Régionales du Livres » prévues du 18 au 21



Avril à Atakpamé et à Notsé.

**LL :** Pourquoi cette attention particulière pour les élèves ?

**SB :** Les élèves parce que ces derniers ne peuvent se passer du livre dans le cadre de leur formation. Le constat unanime de nos jours est la baisse considérable du niveau de nos jeunes frères et sœurs élèves et étudiants et ceci, pour la simple raison qu'ils ne lisent pas ou ne lisent que très peu. Leur redonner goût à la lecture est un défi pour nous.

**LL :** Vous êtes très actif sur les réseaux sociaux. Pour vous le numérique est-ce une menace ou une opportunité pour le Livre ?

**SB :** Une opportunité voir une complémentarité. Le livre numérique ne reste pas moins un livre et lorsque l'on envisage le numérique au sens large de la technologie il n'y a point de doute quant à son importance dans la promotion et la vulgarisation de toute production littéraire.

**LL :** Vous avez fait le choix d'éditer la majorité de vos livres au Togo. Quel est l'Etat de l'industrie du Livre ?

**SB :** L'industrie du livre est en constante progression. Nous avons-nous même été surpris lors des préparatifs de la FI2L-2017 de réaliser que notre pays comptait une douzaine de maisons d'édition. Cela se confirme d'ailleurs par le

foisonnement d'ouvrage publié chaque année. Le tout bien entendu n'est pas de compter toute une multitude de maisons d'édition mais, d'avoir des productions de qualité compétitives sur le marché international du livre.

**LL :** En tant qu'acteur de la filière du Livre, comment percevez-vous votre apport à la construction de l'identité culturelle nationale ?

**SB :** Une seule hirondelle ne fait pas le printemps dit-on. Les efforts que nous menons en la matière ajouter à ceux d'autres compatriotes contribueront certainement à renforcer cette identité qui, il ne faut pas se le cacher, peine pour l'heure à s'affirmer.

**LL :** L'Etat a mis sur pied un mécanisme de soutien à la culture à travers un Fonds d'Aide. Est-ce suffisant ?

**SB :** Il y a lieu de se féliciter de l'existence d'un tel mécanisme. L'Etat à lui seul ne peut relever les défis auxquels le monde de la culture est confronté. Il appartient en premier lieu aux acteurs eux-mêmes de mieux s'organiser, saisir les opportunités pour tirer un meilleur profit de leurs activités. Toutefois, nous restons convaincus que le mécanisme tel qu'il existe peut-être amélioré.

**LL :** Monsieur Bodjona, Merci.

Propos recueillis par....



Organisation d'événement et Placement d'Hôteesse

Expertes Concept fais le lancement  
de son quizz dénommé

*«Touch blossom tea»*

Date : 24 janvier 2018

Lieu : Brother Home

Heure : 9h 00

*Expertes Concept la touche spéciale*

N.B : Entrée sur invitation

Contact : 99 00 85 27  
Whatsapp : 90 71 38 69  
Bureau : 22 34 41 14  
Facebook : Expertes

# Franc CFA la polémique, 24 ans après la dévaluation où en est-on?

Suite de la page 6

soutient, sans conditions le Franc des colonies françaises d'Afrique en allant même châtier les acteurs de la société civile. L'on se souvient encore de l'activiste franco-béninois Kemi Seba qui, lors d'une manifestation avait brûlé un billet de 5000 francs. Il sera expulsé du Sénégal quelques jours plus tard.

La côte d'Ivoire d'Alassane Ouattara, est le seul pays qui s'en sort mieux sur le plan économique. Avec une croissance économique moyenne de près de 10%, la locomotive des pays de l'Uemoa est présentée par les observateurs avisés comme le seul État méritant la parité avec l'euro.

## La problématique Franc CFA

La monnaie qui a cours actuellement dans 14 pays d'Afrique et les îles Comores est-elle un frein à l'émergence de ces États?

Une question qui ouvre un grand débat entre pro et anti franc CFA.

Selon les autorités monétaires de la Bceao qui, par la voix de Michel Tenou, ont animé une conférence publique à l'endroit des étudiants en sciences économiques de l'université de Lomé, ont laissé entendre que la France n'avait aucune main mise sur la gestion de cette monnaie.

Pour le représentant de la Bceao au Togo, l'imperfection serait liée à la fabrication des billets et pièces en France. Si non "tout est pour le mieux" a-t-il lancé en rassurant que nos pays disposaient d'assez de réserves sur leur compte au trésor français. Évidemment Michel Ténou est dans son rôle de préservation de la sérénité afin de ne pas laisser planter le doute d'une



Prof Kako Nubukpo

éventuelle dévaluation prochaine et tendre vers une panique financière. Les arguments qu'avance la BECEAO sont peu et moins convainquant envers le camp adverse.

En face il ressort que cette monnaie rattachée à l'euro, deuxième monnaie la plus forte au monde, grève la compétitivité des économies, mêmes productrices de l'or noir. Le franc CFA agirait comme une taxe sur les exportations et une subvention sur les importations. Un fait, peu favorable à la production locale et qui fait que les entreprises nationales font face à un afflux croissant des produits étrangers, particulièrement ceux de la Chine.

Plus d'importations et faibles exportations équivalent aux balances commerciales structurellement déficitaires. Et plus les déficits commerciaux s'accumulent, plus les réserves diminuent et plus les facteurs contribuant à une autre dévaluation refont surface. "Quand on utilise une monnaie aussi forte qu'est le franc CFA, on se comporte comme des pays riches et on achète plus qu'on ne produit" expliquent les critiques du franc CFA.

## Entre les producteurs et exportateurs du coton et

## les importateurs du champagne, qui prime?

Une interrogation clé qui a prévalu lors de la dévaluation de janvier 1994 qui révèle que le franc CFA est la monnaie des élites africaines qui profitent de la liberté de circulation et de sa garantie de convertibilité pour s'offrir du luxe dans les villes françaises et européennes au-delà.

## La France commerce moins avec les pays CFA

Est-il nécessaire, quand on n'échange pas, de s'arrimer à une monnaie étrangère? Impossible, quand on se réfère aux conjectures du commerce international et aux postulats de l'économie monétaire internationale. En 2015, les échanges commerciaux entre les pays utilisateurs du franc CFA ne représentaient que 15% de leurs transactions internationales contre 60% entre les pays de la zone euro.

Plus surprenant, les trois principaux partenaires commerciaux de la France sont le Nigeria, l'Afrique du sud et l'Angola. Aucun de ces pays n'utilise le franc CFA. Alors pourquoi s'arrimer derrière l'euro si ces pays commercent peu avec les pays européens? Pour se protéger des fluctuations internationales, répondent les ténors de la monnaie.

C'est, en tout cas, l'angle sous

lequel les contestataires de cette monnaie proposent une solution, une sortie de crise en reliant tout simplement le franc CFA à un panier de monnaie comme le Yuan chinois.

## Le franc CFA, un outil néocolonialiste ou une servitude volontaire?

"Sortir l'Afrique de la servitude volontaire: À qui profite le franc CFA?", c'est le titre d'un ouvrage dont la co-rédaction a été dirigée par d'imminents professeurs d'économie. Dans ce livre, il ressort que la France a ouvert les vannes pour un retrait souhaité des pays africains de la zone franc. Depuis avril 2010, la BZCEAO a pris son indépendance vis à vis des gouvernements de ses États membres pour s'inféoder volontairement sous le Ministère français des finances.

Les pays ouest africains n'ont à ce jour que le budget comme marge de manœuvre à leurs politiques de développement alors que la zone CFA de l'Afrique de l'ouest diffère de celle des pays d'Afrique centrale. Lorsqu'un citoyen togolais importe par exemple du bois en provenance du Gabon, il devra changer ses francs d'Afrique de l'ouest en Euro puis en franc Afrique centrale avant de pouvoir opérer ses transactions. Des procédures trop longues qui

entravent la facilitation du commerce entre ces deux zones qui se partagent pourtant une même monnaie.

Mais après la signature d'une tribune par un de ces auteurs dans Le Monde Afrique, la position des contestataires de cette monnaie divaguent de peu quant aux accusations faites aux autorités françaises. Dans cette tribune, Emmanuel Macron, chef de l'État français Est accusé d'avoir une vision "imprécise et caricaturale" de la monnaie alors que ce sont ces mêmes chercheurs qui ont longuement tiré sur les chefs d'État africains quant à leur opacité, leur manque d'initiative et leur "servitude volontaire".

Cette tribune publiée dans le journal français coutera deux mois plus tard, à son auteur, son poste de Directeur de la francophonie économique et numérique au sein de l'Organisation Internationale de la Francophonie (Oif).

Prosper Awih



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC du 23 décembre 2010

**Directeur de la Publication**  
PETCHEZI P. D. Fabrice

**Comité de Rédaction**  
PETCHEZI Fabrice  
Alain TCHEDRE  
Prosper AWIH  
Dick MESSAN (Stagiaire)

**Correcteur**  
S. Didier

**Infographie**  
JPB

**Adresse**  
Route du Contournement CEDEAO,  
Agoè Démakpoè, non loin des rails  
Tél: +228 90 15 87 53  
+228 22 42 83 46  
13 BP 152 Lomé-TOGO

**Imprimerie**



**Conducteurs de Taxi et de Taxi - moto,  
PAYEZ facilement l'IRTR  
à partir de votre mobile**



**\*145\*6\*5\*2#**



**Saisissez le numéro d'immatriculation de l'engin**

*(Exemple : TG \*\*\*\* BG)*

**Vous recevez la notification d'imposition  
précisant le montant à payer**

*Confirmez le paiement*

**Saisissez votre code secret de compte TMoney  
pour valider la transaction**

*Vous recevez enfin un message de validation ou de l'invalidation de  
l'opération.*

**FEDERER POUR BATIR**  
[www.otr.tg](http://www.otr.tg)